



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° 2017 – 54**

*Séance du 15 juin 2017*

Président de séance : <b>MEISSONNIER Jean-Luc</b>	Convocation : <b>08 juin 2017</b>
Secrétaire de séance : <b>PERRIER Thierry</b>	
Nombre de membres en exercice : <b>28</b>	Nombre de membres présents ou représentés : <b>25</b>

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – MONIN Séverine – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – KASZUBA Christophe – GAUTIER Sandrine – CONTENSEAU Carole – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – CORDEAU Damien – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – JODAR Mélissa – MARTINEZ Mickaël – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – ARMAND Aurélie – RAMORA Anna (arrivée au point N° 5)

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc - MAZOLLIER Elisabeth pour BASSO Béatrice - DUCAMP Ludovic pour RODENAS François - RIBEIRO David pour PERRIER Thierry - FOUREL Sylvain pour RAMORA Anna

**Absents :** SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 54 : AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DES LIGNIÈRES : AUTORISATION  
DE DÉPOT D'UN PERMIS D'AMÉNAGER SUR DES PARCELLES  
COMMUNALES AU PROFIT DE GGL AMÉNAGEMENT**

Monsieur Thierry PERRIER, Adjoint au Maire délégué au personnel municipal et à la relation usager explique que l'aménagement du secteur des Lignières, initié par la Déclaration d'Utilité Publique « réserves foncières » en date du 30 septembre 2011, a été autorisé par une modification du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 26 juillet 2013.

Par délibération du 27 février 2015, la Commune a désigné GGL Aménagement comme l'opérateur en charge de l'aménagement du secteur Est « Les Lignières » en vue de la réalisation d'un programme de logements et de l'accueil d'équipements publics (transfert de l'EHPAD notamment).

En application de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, le projet d'aménagement a été soumis à une évaluation environnementale qui, compte tenu de l'impact des travaux sur la faune (diane et reptiles) et la flore (gagée de lacaita), a contraint la Commune à soumettre au Conseil National de la Protection de la Nature (CNPV), un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées.

Cette demande a respectivement reçu en avril et juin 2016, un avis favorable du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées puis de l'expert délégué du comité permanent du CNPN dans le domaine de la protection de la faune et de ses habitats.

L'arrêté préfectoral n° DREAL-BMC-2016-342-01 du 7 décembre 2016 qui en a résulté impose à la Commune la mise en œuvre de mesures de réduction et de mesures compensatoires. Ces mesures déjà engagées du fait de la contrainte saisonnière de certaines d'entre elles, seront financées dans leur intégralité par l'aménageur dans le cadre de la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP).

A ce jour, la Commune est propriétaire des parcelles cadastrées AW 78, 79, 81, 86, 176, 177, 178 et AW 185 (pour environ 54 400 m<sup>2</sup>) sur lesquelles GGL Aménagement entend aménager 60 lots individuels (terrains à bâtir), 60 logements collectifs sociaux et 118 logements collectifs libres. Le plan a été joint à la note de synthèse.

Ces terrains n'étant pas affectés à un usage public, la Commune souhaite céder le tènement nécessaire à la réalisation de ce programme. Préalablement à la signature des actes relatifs à vente, dont les conditions et modalités seront soumises à l'approbation du Conseil Municipal lors d'une prochaine séance, GGL Aménagement sollicite l'accord de la Commune pour déposer une demande de permis d'aménager sur l'assiette foncière précitée.

Dès lors, en vue de permettre de poursuivre le processus d'aménagement souhaité par la Commune et proposé par GGL Aménagement, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la société GGL Aménagement à déposer sa demande de permis d'aménager sur les parcelles communales cadastrées AW 78, 79, 81, 86, 176, 177, 178 et AW 185 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Thierry PERRIER et après en avoir délibéré avec 3 voix contre de Mesdames Aurélie ARMAND et Anna RAMORA + pouvoir de Monsieur Sylvain FOUREL, **AUTORISE** la société GGL Aménagement à déposer sa demande de permis d'aménager sur les parcelles communales cadastrées AW 78, 79, 81, 86, 176, 177, 178 et AW 185 et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme, le 19 juin 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER